



**Conférence prononcée par Stephen S. Poloz  
gouverneur de la Banque du Canada  
Institut C.D. Howe  
Toronto (Ontario)  
28 novembre 2016**

## **De coupeurs de bois à spécialistes des TI : l'expansion de l'économie des services du Canada**

### **Introduction**

Certains clichés ont la vie dure. La dernière fois que les Canadiens étaient plus nombreux à travailler dans le secteur des biens que dans celui des services remonte au milieu des années 1950. Depuis une soixantaine d'années déjà, la croissance de l'emploi dans les services dépasse systématiquement celle enregistrée dans la production de biens. Il y a longtemps que nous sommes beaucoup plus qu'un pays de coupeurs de bois et de puiseurs d'eau, et pourtant cette idée reçue perdure.

On a observé la même expansion du secteur des services dans l'ensemble des économies avancées. Mais cette évolution ne contribue guère à apaiser le sentiment de malaise émergent au sujet des forces économiques à l'œuvre.

Ici, au Canada, ce malaise s'est trouvé accentué par deux chocs majeurs qu'a subis l'économie. Premièrement, une perte constante de capacité exportatrice durant la période qui a précédé – et celle qui a suivi – la crise financière mondiale. La reprise de nos exportations depuis 2009 a été impressionnante, mais elle demeure incomplète; en effet, nous avons perdu l'équivalent d'au moins 30 milliards de dollars de capacité exportatrice, et les défis sur le plan de la compétitivité persistent. Deuxièmement, la chute soudaine des prix des ressources, notamment ceux du pétrole, qui s'est traduite par une perte de revenu considérable pour l'ensemble du pays, de l'ordre de 50 à 60 milliards de dollars par année.

Ensemble, ces deux chocs ont entraîné un manque à gagner de 80 à 90 milliards de dollars pour notre économie, ce qui correspond à plus de 4 % du PIB, et mis en branle une série d'ajustements complexes. Il est naturel de se demander ce qui comblera les pertes économiques attribuables à ces chocs et où les nouveaux emplois seront créés.

Je tiens à remercier Robert Amano, Jing Yang, André Binette, Brigitte Desroches et Stefano Gnocchi de l'aide qu'ils m'ont apportée dans la préparation de ce discours.

Ce sont là des questions épineuses, et il n'est pas étonnant que les gens s'inquiètent de l'avenir, en particulier les travailleurs du secteur des biens. En pareilles circonstances, le scepticisme à l'égard des bienfaits des changements technologiques, de la mondialisation et du commerce international est compréhensible.

Il nous faut un dialogue franc et ouvert sur ces enjeux, et j'espère pouvoir y contribuer ce soir. Si vous le voulez bien, j'aimerais commencer par ma conclusion : je suis fermement convaincu que l'expansion continue de notre secteur des services indique la voie d'une reprise économique complète et le retour d'une croissance naturelle soutenue.

### **La progression à long terme des services**

L'expression « coupeurs de bois et puiseurs d'eau » est tirée de la Bible, mais c'est l'économiste canadien Harold Innis qui l'a utilisée, dans son ouvrage de 1930 intitulé *The Fur Trade in Canada*, pour décrire notre dépendance économique traditionnelle à l'égard de l'exploitation des ressources naturelles.

De toute évidence, il y a toujours eu, et il y aura toujours, du vrai dans ce cliché. L'exploitation des ressources naturelles, en particulier l'agriculture, a dominé l'activité économique de notre pays dans les années qui ont suivi immédiatement la Confédération. Toutefois, dès la fin des années 1920, le Canada était devenu une économie essentiellement urbaine et industrialisée. Au milieu des années 1950, le secteur manufacturier employait environ le tiers de la population active. Cette proportion n'a cessé de diminuer depuis, alors que le secteur des services a poursuivi son expansion, en termes tant absolus que relatifs.

Aujourd'hui, plus de 80 % des travailleurs au pays occupent un emploi dans le secteur des services, tandis que moins de 20 % produisent des biens. Le domaine de la fabrication représente maintenant moins de 10 % de la main-d'œuvre. La question qui se pose est la suivante : jusqu'où ces tendances peuvent-elles aller?

À cet égard, il ne faut pas perdre de vue que le Canada a la chance d'être doté d'un large éventail de ressources naturelles qui représentent une importante source de revenus futurs. Nous savons tous que la diversification économique a du bon, mais les gens semblent parfois oublier qu'il est beaucoup plus avantageux pour une économie diversifiée d'être pourvue d'abondantes ressources naturelles que le contraire.

Le fait est qu'il y aura toujours une demande mondiale pour nos produits alimentaires, forestiers et énergétiques, nos métaux et nos minéraux, et ainsi de suite. De plus, il y aura toujours un marché pour les produits manufacturés novateurs de grande qualité du Canada. Les Canadiens sont et demeureront concurrentiels sur ces marchés.

La question reste toutefois de savoir combien de Canadiens sont susceptibles de travailler dans le secteur des biens à l'avenir. Je ne suis pas certain qu'il soit possible de prévoir ce genre de chose. Depuis 2001, l'emploi total dans la production de biens a chuté dans l'ensemble, et ce, malgré la hausse de 14 % de la production de biens enregistrée durant cette période. En outre, pour chaque emploi perdu dans le secteur des biens depuis janvier 2001, environ 30

ont été créés dans celui des services. Voici les chiffres : selon les plus récentes données, le nombre d'emplois dans le secteur des biens a diminué d'à peu près 100 000 depuis 2001, alors que dans celui des services, il a augmenté de près de 3 millions.

Cela dit, c'est souvent à ce stade-ci que d'autres clichés sont ramenés dans le débat. Selon l'un d'eux, les seuls travailleurs à véritablement créer de la valeur seraient ceux qui produisent des biens tangibles, c'est-à-dire que l'on peut toucher du doigt. Selon un autre, les emplois dans le secteur des services seraient généralement peu spécialisés et moins bien rémunérés.

La réalité est, bien évidemment, tout autre. Le secteur des services est très diversifié tant au regard des compétences que de la rémunération, même si le salaire moyen dans ce secteur est plus bas que dans celui de la production de biens. Je ne vous apprends sans doute rien si je vous dis que le salaire moyen dans la branche de la finance et des assurances est plus élevé que dans la fabrication. Mais c'est aussi le cas du salaire moyen dans la branche des transports et de l'entreposage. Ensemble, ces deux branches d'activité emploient plus de Canadiens et produisent davantage que tous les fabricants du pays réunis.

### **La destruction créatrice à l'œuvre**

La compréhension qu'ont les économistes de l'évolution des économies se fonde sur plusieurs siècles d'histoire.

Les progrès technologiques ont pour effet d'augmenter la productivité et la production, ce qui, à son tour, permet la création de nouvelles activités économiques et une spécialisation accrue des emplois. Avec le temps, la part du lion de cette création d'activités est revenue au secteur des services.

Joseph Schumpeter a qualifié ce processus de « destruction créatrice », puisqu'en améliorant la façon de faire les choses, on détruit l'ancien pour créer le nouveau. Et le principal moteur de ce processus de croissance est le commerce, tant intérieur qu'international; s'il en était autrement, nous devrions tous être des touche-à-tout.

Permettez-moi d'illustrer mes propos en me reportant à la situation du Canada. À l'époque de la Confédération, environ la moitié des travailleurs au pays occupaient, d'une manière ou d'une autre, un emploi en agriculture. Bien évidemment, les progrès technologiques ont donné lieu à d'énormes gains de productivité, ce qui a fourni l'occasion à bien des gens de quitter la campagne pour s'établir en milieu urbain. Les nouvelles technologies, conjuguées à cette nouvelle main-d'œuvre disponible, ont conduit à la création de toutes nouvelles activités, tant dans le domaine de la fabrication que dans les services.

Dans les années 1920, seulement le tiers des Canadiens travaillaient encore en agriculture. Dans les années 1950, ce chiffre avait chuté à 15 %, pour se situer aujourd'hui à moins de 2 %. Et pourtant, la production agricole est à présent plus de trois fois supérieure à ce qu'elle était il y a 80 ans.

Manifestement, l'emploi dans le secteur de l'agriculture a diminué parce que les progrès technologiques et les économies d'échelle ont permis de réaliser une plus grande production avec moins de travailleurs. La main-d'œuvre ainsi libérée

a rendu possible l'industrialisation du Canada et favorisé le développement du secteur des services.

Le même processus se poursuit à ce jour avec le repli de l'emploi dans la production de biens. Les nouvelles technologies, l'automatisation et la robotique permettent une productivité et une production accrues avec moins de travailleurs. Les usines canadiennes sont environ cinq fois plus productives maintenant qu'en 1955. Il faut comprendre ici une plus grande production par travailleur, et pas nécessairement un moins grand nombre de travailleurs. En fait, il est essentiel d'accroître la productivité pour pouvoir soutenir la concurrence sur le plan international, ce qui est en soi indispensable pour assurer le maintien ou l'expansion d'une entreprise. Autrement dit, sans une augmentation de la productivité, l'entreprise elle-même et tous les emplois qui s'y rattachent sont menacés.

C'est le processus de destruction créatrice à l'œuvre. Les emplois qui ont été perdus dans certains corps de métier particuliers en raison de l'automatisation ont disparu à jamais. Les entreprises exportatrices qui ont fermé leurs portes au lendemain de la récession mondiale de 2007-2009 ont peu de chances de les rouvrir. On verra plutôt les entreprises survivantes se développer et des entreprises nouvellement créées croître à leur place.

Il va sans dire que je simplifie la question à l'extrême. La réalité est beaucoup plus complexe que ne le laissent entrevoir nos modèles économiques. Même la distinction entre les biens et les services est floue. Prenons l'exemple d'un téléphone intelligent. Certes, son fabricant a eu recours à des circuits, des fils, du plastique et d'autres matériaux, mais il a aussi eu besoin de services en matière de recherche-développement, d'ingénierie, de conception, de logiciels, de transports, de commerce, de finance, de droit, de vente et de comptabilité. Et bien entendu, ce téléphone serait totalement inutile en l'absence de services de télécommunications, sans parler du service après-vente, et notamment du centre d'appels qui offre de l'aide pour résoudre les problèmes.

Au lieu d'une dichotomie entre biens et services, il est beaucoup plus utile d'envisager les choses sous la forme d'un spectre qui va des matières premières brutes aux services purs. En général, plus un produit manufacturé se trouve à un échelon élevé dans la chaîne de valeur ajoutée, plus il renferme de services.

Il y a tout lieu de croire que l'économie canadienne détient un avantage comparatif dans certaines des catégories de services que je viens de mentionner, ainsi que dans d'autres, comme le tourisme. Nous avons tout ce qu'il faut : une main-d'œuvre très instruite appuyée par de solides universités et collèges, des entrepreneurs ayant accès à des pépinières d'entreprises, un pays magnifique et intéressant que bien des gens souhaiteraient visiter, et une main-d'œuvre multiculturelle qui nous aide à servir les marchés intérieur et étranger. De plus, cet avantage comparatif a été renforcé par la dépréciation du dollar canadien ces deux dernières années, laquelle est symptomatique d'une chute des prix des ressources et favorise le déplacement de la croissance de l'exploitation des ressources naturelles vers les autres secteurs.

## Comblent le manque à gagner

Dans ce contexte, comment combler le manque à gagner dont j'ai parlé plus tôt? Les politiques monétaire et budgétaire font naturellement leur part pour soutenir la reprise. Mais la croissance dans le secteur des services peut-elle jouer un rôle? En fait, elle en joue déjà un, et nous pouvons nous attendre à ce que sa contribution augmente dans les années à venir.

Depuis le début de la crise financière mondiale, la croissance observée dans le secteur canadien des services a été plus forte en moyenne que dans celui des biens. La majeure partie de la croissance de l'emploi au pays depuis la fin de 2014 a été enregistrée dans les branches de services qui offrent des salaires supérieurs à la moyenne, ce qui concourt à soutenir le revenu national.

Les services constituent par ailleurs l'un des aspects positifs de la situation des exportations. Les exportations de services ont continué de progresser, à la fois par rapport aux biens et en termes absolus. Au premier semestre de 2016, le Canada était en bonne voie pour exporter des services d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars, soit près de 25 milliards de dollars de plus que cinq ans auparavant. À un moment où les échanges augmentent à un rythme anémique partout dans le monde, il convient de rappeler que les exportations de services commerciaux canadiens tels que l'ingénierie, la recherche-développement et les services financiers ont progressé de plus de 5 % chaque année depuis 2000. Et c'est sans oublier les exportations touristiques, qui génèrent aujourd'hui quelque 17 milliards de dollars par année, soit plus de 2 milliards de plus qu'il y a cinq ans.

Nous trouvons particulièrement encourageantes certaines évolutions récentes dans le domaine des services de technologies de l'information (TI). On observe qu'un nombre croissant d'entreprises étrangères localisent les services TI de leurs chaînes d'approvisionnement au Canada. D'ailleurs, selon la publication *fDi Markets*, en 2015 et dans la première moitié de cette année, 65 projets ont été annoncés ou lancés au pays par des sociétés étrangères spécialisées dans les services à forte intensité de connaissances comme le développement d'applications pour téléphones intelligents et les services de programmation informatique personnalisée. Il est intéressant de savoir que l'an dernier, le salaire moyen dans l'ensemble des branches d'activité fortement numérisées, y compris les services TI, dépassait de 17 % le salaire moyen au Canada.

La Banque a récemment réalisé une enquête approfondie auprès d'une cinquantaine d'entreprises exportatrices et d'associations industrielles du secteur des services TI. Elle leur a posé bon nombre des questions de l'enquête qu'elle mène sur les perspectives des entreprises. Les résultats montrent que les exportateurs de services TI sont plus optimistes que la moyenne des entreprises canadiennes. Un grand nombre de ces répondants, qui sont établis un peu partout au pays, disent avoir enregistré une croissance à deux chiffres de leurs ventes.

La plupart de ces entreprises s'attendent à continuer d'enregistrer une croissance soutenue de leurs ventes, en particulier au chapitre des ventes à l'exportation, et pas moins des trois quarts d'entre elles prévoient embaucher du personnel. Aucune n'a fait état d'intentions de supprimer des emplois. La vaste

majorité d'entre elles comptent investir dans la recherche-développement, et près de la moitié entendent accroître leurs investissements physiques. Mais ces entreprises n'envisagent généralement pas de réaliser des investissements en machinerie industrielle au sens traditionnel du terme; elles investissent plutôt dans du matériel comme des ordinateurs et des logiciels.

Les ressources humaines sont, bien sûr, l'autre aspect dans lequel ces sociétés se proposent d'investir. Les entreprises répondantes estimant qu'elles auraient de la difficulté à faire face à une hausse inattendue de la demande ont presque toutes mentionné être aux prises avec une pénurie de travailleurs spécialisés. En fait, la notion de capacité physique apparaît en quelque sorte dénuée de sens dans ce secteur. Pour augmenter leurs ventes, ces entreprises doivent embaucher, voire former, du personnel de vente et de soutien, des programmeurs, des développeurs et des ingénieurs informatiques.

Nous n'avons que peu de données, mais des indications portent à croire que la création d'entreprises dans cette filière est supérieure à la moyenne du reste de l'économie. La production s'est accrue de plus de 15 % depuis le début de 2011 – soit à un rythme plus rapide que dans les autres branches de services et plus de deux fois plus élevé que dans le secteur des biens. Au cours des cinq dernières années, cette branche a enregistré une croissance de près de 8 milliards de dollars et elle représente maintenant plus de 3 % de notre économie. Voilà le type de création qui succède à la destruction.

Ce ne sont là que quelques-uns des vecteurs de croissance grâce auxquels nous prévoyons que sera comblé le manque à gagner des dernières années. Y contribueront aussi nos exportations plus traditionnelles. Les exportations de produits agricoles, par exemple, se sont accrues de plus de 13 % au cours des cinq dernières années, les récoltes de colza canola et de légumineuses ayant contribué à hauteur de 2,4 milliards de dollars à cet accroissement. Les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté de 7 milliards de dollars; les machines et le matériel, de 3 milliards; et les meubles, de 2 milliards de dollars. Même la catégorie des « autres exportations » affiche un gain de plus de 1 milliard de dollars par rapport à il y a cinq ans. Ensemble, ces exemples montrent bien que nous sommes en bonne position pour combler ce manque à gagner.

Ce processus a été graduel, plus que nous ne l'aurions souhaité, mais à la lumière des avancées réalisées jusqu'ici, nous avons toutes les raisons de croire que l'économie renouera avec son plein potentiel. À mesure que ces nouvelles sources de croissance s'ajouteront les unes aux autres, les capacités excédentaires de notre économie se résorberont progressivement, aux environs de la mi-2018, et l'inflation remontera pour converger vers notre cible de 2 %.

### **Les implications pour les décideurs publics**

Je ne suis pas en train de dire pour autant que ce processus d'ajustement complexe est automatique et que les décideurs publics n'ont aucun rôle à jouer pour le faciliter, bien au contraire.

La gestion de l'incertitude est un aspect inhérent à la conduite de la politique monétaire – entre autres, l'incertitude qui entoure les perspectives économiques et la mesure de variables inobservables comme la production potentielle.

L'essence même de l'économie et des modèles économiques nous oblige à toujours formuler nos attentes en termes de probabilités – c'est-à-dire des chiffres affectés d'une marge d'erreur – et à prendre des décisions en évaluant et en gérant avec soin ces risques. Autrement dit, le métier de banquier central n'est pas celui d'un ingénieur.

Il appartient à la banque centrale de comprendre ces nouveaux vecteurs de croissance et d'en suivre très attentivement l'évolution. Il s'agit d'une tâche essentielle à la préservation d'un contexte de stabilité et de faible inflation dans lequel les nouvelles entreprises peuvent prospérer.

La mutation de notre économie pose des défis aux économistes et aux statisticiens. L'économiste américain Robert Gordon a beaucoup écrit sur les difficultés que soulève la mesure de variables telles que la production et la productivité après que les progrès technologiques ont transformé la nature du travail. Statistique Canada consacre énormément d'efforts et de ressources à les surmonter, et je ne doute pas que nous disposerons des meilleures données possible.

En ce qui concerne les modèles économiques, il convient de se demander si la mutation de l'économie ne pourrait pas modifier la relation entre l'inflation et la croissance économique. Chose certaine, le concept d'écart de production évolue graduellement, car les capacités dans le secteur des services dépendent essentiellement de la main-d'œuvre et de ses compétences plutôt que des capacités industrielles, tandis que certaines composantes de nos anciennes capacités industrielles pourraient devenir excédentaires suite à des transformations structurelles importantes. La notion d'investissement renvoie de moins en moins aux usines et à leur outillage et davantage au capital humain. Même la notion de stock est en train de changer.

Les modèles économiques sont ce qu'ils sont, à savoir des représentations très simplifiées destinées à appréhender de vastes ensembles de relations comportementales au sein de l'économie. À la Banque, nous sommes en perpétuelle recherche de façons de renouveler nos modèles, afin de les adapter à l'évolution de l'économie. Les économistes doivent réfléchir activement à ce à quoi ressembleront les modèles économiques de demain, car beaucoup de temps peut être nécessaire pour rendre un nouveau modèle exploitable.

Du point de vue plus général des politiques publiques, nous devons trouver de nouveaux moyens d'aider les gens à composer avec les changements d'ordre technologique et structurel, afin d'améliorer la tenue de l'économie avec le temps ainsi que de contrer les craintes et le scepticisme en matière économique observés dans toutes les économies avancées. Historiquement, les progrès technologiques ont toujours été synonymes de perturbations, mais aussi de progrès – ce que Schumpeter qualifiait de destruction créatrice. Et quoique les bienfaits de ces progrès soient largement répandus dans l'ensemble de l'économie, les coûts des perturbations, eux, sont supportés par un nombre relativement restreint de gens.

Ces questions dépassent la compétence de la banque centrale. Cela dit, notre cadre de conduite de la politique monétaire permet de les mettre en contexte. Les politiques qui améliorent la capacité des gens à s'adapter aux exigences de

la nouvelle économie contribueront à accroître la capacité de production de l'économie, le taux de croissance potentiel à long terme et la productivité, et faciliteront le maintien de l'inflation à la cible visée. Du point de vue macroéconomique, je peux affirmer que notre économie est beaucoup plus flexible que par le passé. Mais on peut améliorer ce bilan en trouvant des moyens de faire en sorte que les divers programmes d'éducation, d'apprentissage, d'immigration et d'assurance-emploi se conjuguent bien avec les engagements des employeurs en matière de formation en milieu de travail.

## **Conclusion**

Permettez-moi de conclure. La montée en puissance de la nouvelle économie au Canada ne représente que le plus récent chapitre d'une histoire qui s'écrit depuis longtemps : celle de l'essor du secteur des services. Une histoire au dénouement positif, les progrès technologiques ayant conduit à une augmentation des revenus et du niveau de vie.

Chaque génération de Canadiens a dû faire face au même genre de difficultés, et a pu profiter du même genre d'occasions. De toute évidence, il incombe aux décideurs publics comme moi d'aider les gens à comprendre les forces économiques auxquelles ils sont confrontés, ainsi que l'importance de la technologie et du commerce international pour leur bien-être. Mais personne ne saisit mieux l'importance de ces questions pour le travailleur canadien que son employeur.

Aucun auditoire ne peut comprendre ces enjeux mieux que vous, réunis ici ce soir. Je vous invite à vous joindre à moi pour expliquer ces forces à vos employés et au grand public. Et je m'en remets à vous également pour envisager des façons novatrices de donner aux personnes talentueuses accès à des emplois de qualité. Voilà certains des éléments essentiels de l'avenir prometteur que les Canadiens méritent tous.